



HYDROCARBURES

Maximiser les recettes

Lors d'une communication à l'endroit de ses administrés, le 15 mai à Brazzaville, le ministre des Hydrocarbures, Stève Simplicie Onanga, les a invités à la rigueur au travail pour améliorer les recettes de l'Etat. « *Le contrôle des coûts pétroliers devra devenir une priorité permanente afin de maximiser les recettes attendues par l'Etat* », a-t-il déclaré.

Page 16



Stève Simplicie Onanga, ministre des Hydrocarbures

CÉMAC

De nouveaux outils de collecte des données statistiques



Les experts en statistiques des six pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac)

se sont retrouvés à Brazzaville où ils ont planché sur plusieurs sujets parmi lesquels la validation des nouveaux instruments

Les participants à l'ouverture des sessions couplées de travail, le partage des informations et la mise en place de la base de données Stat-Cémac.

Page 7

GOUVERNANCE

Une lutte contre les comptables illégaux



La séance de travail entre les deux parties

Dans l'objectif de mettre un terme aux pratiques des agents comptables illégaux, la direction générale du portefeuille public entend conclure un partenariat avec l'Ordre national des experts comptables du Congo.

Page 5

ELIMINATOIRES CAN 2027

Les Diabes rouges seront fixés sur leur sort demain

Le tirage au sort des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de football

2027 sera effectué le 19 mai. Les Congolais connaîtront ainsi leurs adversaires dans le cadre de cette phase de la compétition qui se disputera en juin prochain entre la Tanzanie, l'Ouganda et le Kenya.



Les Diabes rouges seront bientôt fixés sur leur destin

Éditorial

Nos familles et Internet

Page 2

Page 16

ÉDITORIAL

Nos familles et Internet

Au moyen de déclarations officielles et individuelles, une affaire essentiellement familiale a été portée sur la place publique la semaine dernière suscitant des réactions indignées.

Il est certain que des situations du même type se produisent dans de nombreux foyers conjugaux : un homme s'acharnant sur son épouse la main lourde, une femme criant des sermons sur son époux pour telle ou telle raison.

Tant qu'elles ne franchissent pas le mur de la cellule familiale, ces affaires préjudiciables relèvent du domaine privé, surtout si les parties en cause trouvent rapidement un terrain d'entente. Celle concernant le ministre Jean-Marc Thystrère Tchicaya et son épouse a fuité sur les réseaux sociaux et fait le tour du monde.

Un communiqué du gouvernement publié dans la capitale, le 13 mai, appelait la justice à prendre la main invoquant « des faits de violences conjugales » et « le respect de la dignité humaine ». Une photo de l'épouse du ministre portant des marques au visage semblait étayer le propos.

S'est invité un autre communiqué signé cette fois de l'intéressé, le 15 mai. Visiblement attristé, le ministre a présenté ses excuses publiques aux plus hautes autorités nationales, à son épouse souffrante, à ses enfants sans doute choqués.

« Mon foyer est ce dont j'ai de plus précieux », a écrit Jean-Marc Thystrère Tchicaya, qui s'est déclaré disposé à en dire plus dans le cadre approprié du droit, tel qu'il préserve le principe sacré de la présomption d'innocence. C'est humble si l'on pense à la notion de faute avouée.

Les Dépêches de Brazzaville

BRAZZAVILLE

Expropriations forcées au quartier Yoro à Mpila

La force publique a procédé, le 13 mai en journée, au déguerpissement forcé des familles ayant déjà perçu des indemnités du gouvernement dans le cadre du projet de construction de la voie d'accès au port de Yoro, dans le sixième arrondissement Talangaï, mais qui ne voulaient plus libérer les lieux.



Le quai du port de Yoro/Adiac

Dans le cadre du projet de modernisation du port secondaire de Yoro, le gouvernement a résolu d'agrandir la route d'accès à ce lieu. Pour ce faire, certaines parcelles riveraines devaient être cassées pour cause d'utilité publique.

Conformément à la loi, une indemnité préalable avait déjà été attribuée aux ayants droit afin de libérer les lieux au plus vite, mais à l'expiration du délai, nombreux d'entre eux ne voulaient pas partir.

Ainsi, pour restaurer l'autorité de l'Etat, la force de l'ordre a été réqui-

sitionnée à cet effet en vue d'imposer la puissance publique et la loi. Plus de peur que de mal, ces récalcitrants ont été expulsés manu-militari avec l'aide des engins.

Malgré la tension qui a prévalu sur les lieux, où les familles concernées ont incendié des pneus pour exprimer leur mécontentement, l'Etat a réussi à imposer son autorité, et l'opération de déguerpissement bien encadrée par les éléments de la force publique s'est déroulée sans incidents.

Rappelons que le port de Yoro, une succursale du port autonome de

Brazzaville, constitue l'un des principaux points d'entrée des denrées alimentaires. L'établissement public traverse une situation économique et sociale difficile. Créé en 1944, ce port constitue un des poumons logistiques majeurs pour le pays et pour le commerce sous-régional. Sa rénovation permettra d'accroître sa capacité de stockage et de manutention, d'améliorer l'accessibilité ainsi que la sécurité des infrastructures et de créer des zones d'activités économiques diversifiées.

Firmin Oyé

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé

Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION CIVIQUE

Michrist Kaba Mboko mise sur la performance

Le ministre délégué chargé de la Jeunesse et de l'Éducation civique, Michrist Kaba Mboko, a effectué le 11 mai à Brazzaville une descente administrative au sein des directions générales sous sa tutelle. Il s'agissait de toucher du doigt les conditions de travail des agents et de fixer le nouveau cap de performance sur une « approche projet ».

La descente a débuté à la Direction générale de la jeunesse et celle de l'Éducation civique. Au fil des échanges, les responsables de ces structures ont dressé un état des lieux complet de leurs effectifs et de leurs défis.

La Direction générale de la jeunesse, pilotée par Jycert Rochar Loukanou Mbonza, s'appuie sur quatre directions centrales, quinze directions départementales et un effectif de 482 agents. Malgré de nombreuses avancées sous l'impulsion du ministre de tutelle, Hugues Ngouélondélé, des défis persistent, notamment sur l'amélioration des programmes destinés aux jeunes et des conditions de travail des collaborateurs. « Nous espérons que la synergie de toutes nos actions fera en sorte que nous puissions, tant soit peu, apporter des solutions aux problèmes qui minent le secteur de la jeunesse », a indiqué Jycert Rochar Loukanou Mbonza.

De son côté, la Direction générale de l'éducation civique fait face à des difficultés lo-



Le ministre posant avec les directeurs généraux/Adiac

gistiques majeures. Avec 119 agents, elle souffre d'un manque criant d'espace, obligeant certains directeurs centraux à partager des bureaux, tandis qu'une partie du personnel a dû être mise en congé technique faute de locaux adéquats. « Les travaux de réhabilitation, bien qu'engagés par la hiérarchie, sont

actuellement à l'arrêt pour des raisons financières », a expliqué la responsable de cette direction, Edith Clarisse Nganga Oko.

S'adressant à son tour aux cadres et agents, le ministre délégué, Michrist Kaba Mboko, a tenu à saluer le « patriotisme » et le « civisme » de ceux qui continuent de servir

l'État avec des moyens limités. Cependant, le ministre a été ferme sur les exigences de ce nouveau quinquennat. Il a posé les trois piliers fondamentaux pour la réussite de sa mission qui sera basée sur l'humilité, l'excellence et la discipline. « Notre style de gouvernance sera désormais fondé sur une approche pro-

jet. Chaque structure devra fonctionner autour d'objectifs précis, d'actions planifiées, de délais maîtrisés et de résultats mesurables », a-t-il déclaré, encourageant même les agents les plus subalternes à soumettre leurs idées créatives. « Nos idées n'ont pas d'âge, elles n'ont que du génie », a soutenu le ministre Michrist Kaba Mboko.

Parmi les dossiers prioritaires identifiés pour l'année en cours figurent l'aboutissement de la loi sur la politique nationale de la jeunesse, l'opérationnalisation du centre de réinsertion sociale d'Aubeville, la réintroduction de l'éducation morale et civique en milieu scolaire dès la prochaine rentrée.

Le ministre a conclu en réaffirmant sa volonté d'être un homme de terrain. « On privilégiera le terrain plutôt que les bureaux climatisés », a-t-il promis. Un compte rendu fidèle de cet échange sera transmis au ministre de tutelle pour coordonner les solutions aux problèmes de congestion de personnel.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

LE FIN MOT DU JOUR

Trump en compagnie de Xi

Se voir, se parler et tenter de dessiner les contours d'une relation bilatérale utile à la stabilité mondiale. L'on pourrait ainsi résumer l'issue de la visite officielle du président des États-Unis d'Amérique, les 14 et 15 mai, à Beijing, en République populaire de Chine.

Dans la capitale de l'empire du milieu, Donald Trump et son homologue chinois, Xi Jinping, dont on sait les rapports constamment en dents de scie, ont en quelque sorte célébré l'influence qu'exercent leurs deux pays sur d'autres. A ce titre, la guerre en Iran et la situation de Taïwan ont constitué les points nodaux des échanges entre les deux dirigeants.

Partenaire stratégique du pays du Golfe, la Chine n'a cessé d'appeler à la désescalade bien avant le déclenchement des hostilités en Iran, le 28 février, par les États-Unis et Israël. Téhéran n'ayant pas été à l'initiative de la rupture des discussions sur le sujet sensible du nucléaire militaire le concernant, la justification de la guerre par la volonté de l'empêcher d'ac-

quéir ces arsenaux apparaît vidée de sa substance.

Il resté que les désordres provoqués dans la région du Golfe affectent les économies de plusieurs pays consécutivement à la fermeture du détroit d'Ormuz. Le président Trump a demandé à son homologue Xi Jinping de faire pression sur l'Iran afin de « déboucher » l'axe maritime vital pour les échanges commerciaux et parvenir à un accord de cessation d'une crise dont tous les protagonistes sortent globalement perdants.

A son tour- il peut le répéter à tout moment-, Xi Jinping a réitéré à Donald Trump qu'en matière de relations extérieures chinoises, la question de Taïwan demeurera une « ligne rouge » infranchissable. Les autorités de Beijing projettent toujours la réunification des deux territoires et considèrent comme un casus belli toute démarche allant dans le sens d'appuyer une quelconque indépendance de Taipei.

Une fois les mises au point sur ces « sensibilités

» internationales faites, les deux présidents ont parlé affaires. Il faut bien un moment mettre de l'eau dans son vin et s'occuper des questions qui ne fâchent pas toujours. En avance comme à son habitude, le locataire de la Maison Blanche s'est réjoui de la conclusion d'accords sur l'achat de Boeing, de pétrole et de produits agricoles américains par la Chine. Qui, elle, souhaite établir avec les États-Unis une relation apaisée à long terme pour ne pas avoir à tout mettre sens dessus-dessous tout le temps.

Pour les deux puissances qui savent se surveiller mutuellement, sur la foi de la défense de leurs intérêts réciproques, la rencontre de la capitale chinoise montre qu'elles peuvent s'entendre sur le bénéfice partagé. Le 24 septembre prochain, la visite du président chinois aux États-Unis sera sans doute une nouvelle opportunité de rapprochement sino-américain. À condition que d'ici-là de nouvelles frictions n'alourdissent le climat entre Beijing et Washington.

Gankama N'Siah

DISPARITION

Les parlementaires honorent la mémoire de la députée Barbe Gouemo Gouemo Moukala

Le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, et les membres du Parlement ont rendu, le 15 mai à Brazzaville, un dernier hommage à la députée de la deuxième circonscription électorale de Dolisie, dans le département du Niari, Barbe Gouemo Gouemo née Moukala, décédée le 14 avril dernier en France.

Les parlementaires ont souhaité saluer « la mémoire d'une femme d'exception, dont le parcours se distingue par l'excellence scolaire et académique, un engagement social constant et un dévouement sans faille au service de la Nation », avant sa mise en terre dans la ville de Dolisie.

Née le 4 décembre 1963 à Mouyondzi, dans le département de la Bouenza, et après un parcours primaire et secondaire irréprochable, l'honorable Barbe Gouemo Gouemo née Moukala choisit le chemin de la communication en obtenant une licence de Lettres, spécialité Sciences et techniques de la communication en 1990, suivie d'une maîtrise, option documentation, en 1991. « Ce parcours universitaire exigeant a façonné en elle une plume d'une rare finesse et une rigueur d'analyse remarquable, qui conféraient à ses interventions parlementaires toute leur pertinence et leur éclat », a indiqué le député Juste Jerslin Lalissini Bikindou, à la lecture de l'oraison funèbre.

Ces compétences polyvalentes,

Barbe Gouemo Gouemo Moukala les mettra au service de la recherche et de l'information. Bibliothécaire au Centre culturel français de Brazzaville, elle a été journaliste reporter à l'Agence congolaise de l'information avant d'occuper le poste de rédactrice en chef du bureau local du Niari et directrice de la télévision municipale Télé Dol. Son engagement fut couronné à la distinction des Oscars de la presse en 2013. Elle aura servi, entre temps, d'attachée de presse auprès du premier secrétaire de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads), Pascal Tsaty Mabiala, en 1992 et 1997.

Membre du bureau politique de ce parti, la députée Gouemo Gouemo Moukala en sera l'une des premières militantes dès sa création. Au sein de cette formation, elle aura assumé les fonctions de secrétaire du groupe parlementaire de l'Upads, quatrième vice-présidente, et chargée de communication de la coordination Upads-Niari. « Nous étions très proches et avons mené beaucoup d'activités ensemble. Elle laisse



Une vue des parlementaires à la cérémonie d'hommage/Adiac

un vide immense, qui nous sera difficile de combler », a exprimé le secrétaire général de l'Upads, Jérémy Lissouba.

Sur le plan électif, elle a été conseillère municipale de la commune de Dolisie à trois reprises avant de siéger à l'Assemblée nationale en tant que suppléante du ministre Honoré Sayi, dans la commission Plan, aménagement du territoire, infrastructures et développement

local. « Désormais, nous aurons à supporter le chagrin de regarder son fauteuil sans sa présence. Car ce n'est pas seulement une députée qui nous quitte, c'est un morceau de notre propre courage qui s'évapore », a déclaré l'honorable Juste Jerslin Lalissini Bikindou.

Entrepreneure à temps partiel, la députée était présidente de l'Association des femmes déterminantes

du Niari. Elle dirigeait le groupement sylvo-agro-pastoral Bissombolo et collaborait avec Eco-oil énergie pour la production d'arachides. « L'élu doit rester le serviteur de la terre », disait-elle. Pour les membres du Parlement et particulièrement de l'Assemblée nationale, la disparition de l'honorable Barbe Moukala est une perte énorme pour la représentation du genre au sein de cette institution.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Jean d'Arc Doniama Moukoko partage son expertise aux membres de l'institution

L'expert en finances et action publique, Jean d'Arc Doniama Moukoko, a été invité au Conseil économique, social et environnemental (CESE), le 7 mai à Brazzaville, par sa présidente, Emilienne Raoul, pour partager son expertise sur l'élaboration des politiques publiques. Lors de l'échange, il a fait quelques recommandations à cette institution pour renforcer son influence dans la prise des décisions publiques.

L'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques interrogent directement les organisations sur leurs capacités de management. Elles rendent également indispensable une évaluation a posteriori des impacts atteints et des coûts associés. L'objectif principal des politiques publiques dans un État de droit est de répondre aux besoins de l'ensemble de la population et de chaque individu. Ces enjeux sont abordés dans tous les domaines de la société : social, économique, financier, culturel, etc.

Le CESE est une institution consultative de l'État. Son rôle principal est de donner des avis et des recommandations au gouvernement et au parlement sur les questions liées, entre autres, à l'économie, à la société, à l'éducation, au développement durable et à l'environnement. En outre, il permet aux citoyens de participer indirectement aux décisions publiques, contribuant ainsi au développement démocratique du pays.

Cependant, son influence dans la prise des décisions publiques au Congo reste encore un véri-



Emilienne Raoul et Jean d'Arc Doniama Moukoko/Adiac

table défi, selon sa présidente. D'où l'essence même de cette réunion participative entre les experts de cette institution et Jean D'Arc Doniama.

« Le pouvoir public ne porte pas un intérêt en ce que nous faisons. Notre problème, c'est la crédibilité du Conseil auprès des pouvoirs publics pour qu'ils prennent en

compte ce que nous disons, pas seulement en tant que Conseil économique ou en tant que cadre mais nous travaillons avec les citoyens », a déploré Emilienne Raoul.

Trois thèmes ont été développés lors de cet échange, à savoir la mise en agenda des politiques publiques, la participation citoyenne dans l'élabora-

tion des politiques publiques et la contribution du CESE dans la formulation des politiques publiques.

A cet effet donc, Jean D'Arc Doniama a rappelé au CESE l'importance de la sélection des sujets, dans le cadre de la mise en œuvre de l'agenda des politiques publiques. Il leur a recommandé notamment de

choisir des sujets par ordre de priorité citoyenne. Aussi, il les a encouragés à travailler davantage sur la programmation budgétaire, le suivi et l'exécution des éléments.

« Le vrai travail se fait en amont. La mise en agenda, l'élaboration des politiques publiques... Si votre travail est bien fait et que le gouvernement reconnaît votre travail, il influence l'élaboration du budget », a expliqué Jean D'Arc Doniama.

Dans un contexte où le Congo s'est fixé comme objectif pour les cinq prochaines années « L'accélération de la marche vers le développement », cette initiative du CESE témoigne de sa disponibilité à accompagner le chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, et son gouvernement dans l'atteinte de cet objectif.

Toutefois, pour un accompagnement concret, le CESE devrait amplifier davantage son action au sein de la société pour sa promotion dont l'importance et l'existence sont encore méconnues de nombreux citoyens. Signalons qu'il est une institution vieille de plus de cinquante ans.

Fortuné Ibara

COMPTABILITÉ PUBLIQUE

La DGPP et l'Onec en guerre contre les comptables illégaux

La Direction générale du portefeuille public (DGPP) va conclure sous peu un partenariat avec l'Ordre national des experts comptables-Congo (Onec-C), en vue de combattre l'exercice illégal de la profession par des agents non-enregistrés à cette organisation professionnelle. Son président, Brice Voltaire Etou-Obami, l'a annoncé le 13 mai, à l'issue d'un entretien avec la directrice générale du portefeuille public, Karine Emma N'Gusso Mouandé.

La visite du président de l'Onec-C auprès de la directrice générale du portefeuille public s'inscrivait dans le cadre de la courtoisie. Il a profité de l'occasion pour lui présenter le nouveau bureau de cette organisation, élu lors de l'assemblée tenue le 17 avril dernier, ainsi que les grandes résolutions adoptées.

L'essentiel de ces résolutions porte, entre autres, sur des actions à mener pour officialiser l'adhésion de l'Onec-C à la Fédération internationale des experts comptables, dans le but d'arrimer la profession de comptable du Congo aux standards internationaux.

Pour garantir le bon exercice de cette profession dans le pays, les deux entités ont évoqué la nécessité de mettre en place un cadre structuré de partenariat entre elles. L'objectif est d'améliorer la gouvernance financière des entreprises du portefeuille public, de garantir la transparence et la fiabilité de l'information financière, mais aussi et surtout de renforcer les méca-



La séance de travail entre les deux parties / Adiac

nismes de contrôle et d'audit.

« En tant qu'experts comptables, il est impérieux que nous travaillions en synergie avec les structures relevant du portefeuille public. Notre ambition est de mettre de l'ordre

dans la profession de comptable, car la plupart de ceux qui y exercent ne sont pas inscrits à notre organisation. Cela est contraire au protocole Ohada en la matière. Celui-ci dispose que lorsqu'il

peuvent travailler dans des entités relevant du portefeuille public que les experts comptables inscrits à l'Ordre des experts comptables », a expliqué le président de l'Onec-C,

Brice Voltaire Etou-Obami.

Le partenariat envisagé devrait couvrir notamment le diagnostic et la fiabilisation des comptes des entreprises publiques; l'appui aux processus de restructuration et de redressement ainsi que le renforcement des dispositifs de gouvernance et de contrôle interne. Ses actions seront élargies à la lutte contre l'exercice illégal de la profession comptable ; à la professionnalisation des cadres financiers et comptables ainsi que l'accompagnement technique des politiques publiques et des réformes du portefeuille public.

Pour intégrer l'Ordre des experts comptables, a-t-il précisé, il faut avoir un diplôme d'expertise comptable, un diplôme équivalent ou avoir suivi des formations appropriées en la matière. A cet effet, le candidat doit constituer un dossier qui va suivre un parcours spécial jusqu'à la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, qui lui attribuera un agrément. Celui-ci lui permettra de s'inscrire à l'ordre.

Firmin Oyé



DIRECTION NATIONALE POUR LE CONGO
Service Gestion Administrative des Marchés &
Affaires Juridique

Avis d'appel d'offres

Appel d'offres national ouvert N°003/BEAC/CGO/DN.BZV/AONO/Tvx/2026

Du 18 mai 2026 relatif aux travaux de mise à niveau des installations de la climatisation et du système d'extraction d'air de l'immeuble de la Direction Nationale à Brazzaville.

Dans le cadre de sa politique de gestion du patrimoine, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale envisage d'effectuer les travaux de mise à niveau des installations de la climatisation et du système d'extraction d'air de l'immeuble de la Direction Nationale de la BEAC à Brazzaville.

A cet effet, elle invite, par le présent avis d'appel d'offres, les entreprises qualifiées, intéressées et remplissant les conditions requises, à présenter une soumission.

Le processus se déroulera conformément aux dispositions du Règlement n°01/CEMAC/UMAC/CM/18 portant adoption du Code des Marchés de la BEAC.

Les entreprises peuvent obtenir un complément d'informations à l'adresse ci-dessous, entre 09 heures et 12 heures, les jours ouvrés. Le dossier d'appel d'offres, rédigé en français, peut être consulté gratuitement, acheté et retiré à l'adresse indiquée ci-dessous.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

DIRECTION NATIONALE POUR LE CONGO

Appel d'Offres National Ouvert n°003/BEAC/CGO/DN.BZV/AONO/Tvx/2026 du 18 mai 2026

Service Gestion Administrative des Marchés et Affaires Juridiques,

5ème étage, porte 514.

: Avenue du Sergent MALAMINE, Brazzaville-République du Congo

24 80 547 05 (242) : .

E-mail : sgambzv@beac.int

La participation au présent appel d'offres est conditionnée par le paiement en espèces, à la caisse de la BEAC à Brazzaville, entre 08h00' et 12h00' de la somme non rembours-

sable de cent cinquante mille (150.000) francs CFA

Une visite obligatoire du site s'effectuera le lundi 1er juin 2026 à 10 heures précises à la Direction Nationale de la BEAC de Brazzaville.

Les soumissions, doivent être déposées à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard le lundi 29 juin 2026 à 12 heures 00 précises. Les soumissions reçues après le délai fixé seront rejetées.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

DIRECTION NATIONALE POUR LE CONGO

Appel d'Offres National Ouvert n°003/BEAC/CGO/DN.BZV/AONO/Tvx/2026 du 18 mai 2026

Bureau d'Ordre,

6ème étage, porte 601.

: Avenue du Sergent MALAMINE, Brazzaville-République du Congo

24 80 547 05 (242) : .

Les soumissions seront ouvertes en deux étapes :

Les plis administratifs et techniques seront ouverts le lundi 29 juin 2026 à 13 heures à la Direction Nationale de la BEAC à Brazzaville, en présence des représentants des soumissionnaires, dûment mandatés, qui souhaiteraient y assister. Dans ce cas, le représentant mandaté doit être muni d'une procuration et de sa pièce d'identité afin d'être accepté en salle de dépouillement.

L'ouverture des plis financiers se tiendra uniquement pour les offres jugées conformes.

Fait à Brazzaville, le 18 mai 2026

Le Président de la Commission des Marchés



ECOBANK CONGO S.A, au capital de FCFA 10 000 000 000 RCCM CG-BZV-01-2007-B14-00005, Immeuble ECOBANK situé au croisement des avenues Gouverneur Général Félix EBOUE et Amilcar CABRAL, B.P.2485, Brazzaville

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

AVIS DE CONVOCATION

Les Actionnaires de la société ECOBANK CONGO SA sont convoqués à une Assemblée Générale Mixte, **le 29 mai 2026 à 15 heures**, dans la Salle de Réunion du Conseil d'Administration d'Ecobank Congo SA du 7^{ème} étage de son Siège Social sis, croisement des Avenues Gouverneur Général Félix EBOUE et Amilcar CABRAL, Quartier la Plaine, Centre-Ville Brazzaville, Arrondissement III Poto-Poto, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

A titre ordinaire :

1. Rapport de Gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire ;
2. Rapports général et spécial des Commissaires aux comptes ;
3. Approbation de l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 ;
4. Affectation du résultat au 31 décembre 2025 ;
5. Quitus aux administrateurs ;
6. Renouvellement de mandat des Administrateurs ;
7. Nomination du Co-commissaire aux comptes ;
8. Ratification de la nomination du nouveau représentant permanent de ETI
9. Fixation de l'indemnité globale annuelle des Administrateurs ;
10. Fixation des honoraires des Commissaires aux comptes ;
11. Pouvoirs.

A titre extraordinaire :

1. Approbation de l'augmentation du capital social de la Banque ;
2. Revalorisation de la valeur nominale de l'action ;
3. Nouvelle répartition du capital social de la Banque ;
4. Mise à jour des statuts de la Banque (modification des articles relatifs aux apports et capital social) ;
5. Pouvoirs.

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il/elle possède, peut assister personnellement à cette Assemblée ou s'y faire représenter.

Toute la documentation relative à ladite Assemblée Générale Ordinaire est disponible à la Direction Générale au 2^{ème} Etage de son Siège Social, Brazzaville - République du Congo, à partir de la date du présent avis.

Brazzaville, le 23 avril 2026

Pour le Président du Conseil d'Administration & P.O,

H. Chelgani MOUNGUENGUI NZAHOU
Direction Juridique & Secrétariat Général

Ecobank Congo

Croisement des Avenues Gouverneur Général Félix EBOUE et Amilcar CABRAL - Quartier de la plaine, Centre-Ville / B.P. 2485, Brazzaville

Tél.: (+242) 05 802 01 00 / (+242) 06 735 90 00 - Email : ecobankcg@ecobank.com

www.ecobank.com

STATISTIQUES

La zone Cémac se dote de nouveaux instruments de collecte de données

Les travaux de la douzième session du Comité sous-régional de la statistique de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), couplée à la deuxième réunion du Comité de pilotage du projet Hiswaca, se sont déroulés du 15 au 16 mai à Brazzaville, réunissant une cinquantaine de participants. Au centre des échanges figuraient la validation de nouveaux outils méthodologiques, la mise en place de la base de données Stat-Cémac ainsi que l'amélioration du partage des données au service des politiques publiques.

Les conclusions de la rencontre seront soumises au prochain Conseil des ministres de l'Union économique de l'Afrique centrale pour adoption. La rencontre stratégique rassemble les principaux acteurs de la production statistique des six États membres de la communauté (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée équatoriale et Tchad), parmi lesquels les directeurs généraux des instituts nationaux de la statistique, les experts des institutions communautaires ainsi que des partenaires techniques et financiers internationaux. Les échanges ont porté notamment sur l'évaluation de la mise en œuvre du programme Stat-Cémac, la cohérence entre les activités statistiques nationales et régionales, ainsi que la validation de nouveaux instruments harmonisés de collecte et de production des données.

Parmi les documents soumis à validation figurent les enquêtes harmonisées sur



Les participants à l'ouverture des sessions couplées. Adiac

les conditions de vie des ménages, les enquêtes sur le commerce transfrontalier informel, les enquêtes de satisfaction ainsi que plusieurs guides méthodologiques destinés à uniformiser les pratiques statistiques dans l'espace communautaire. Les experts ont examiné également le projet de création de la base de données Stat-Cémac. Cette plateforme régionale devra permettre de centraliser les informations statistiques, d'améliorer leur accessibilité et de renforcer

leur comparabilité entre les États membres. Les mécanismes de consolidation, de mise à jour et de sécurisation des données figurent aussi parmi les points essentiels à l'ordre du jour.

Ouvrant les travaux au nom du ministre congolais de l'Économie, du Plan, de la Statistique et de la Prospective, le directeur de cabinet, Sylvain Lekaka, a insisté sur le rôle stratégique des statistiques dans la gouvernance moderne. Selon lui, aucune politique publique efficace

ne peut être menée sans des données fiables, actualisées et harmonisées. Il a rappelé que la République du Congo considère la production statistique comme un levier essentiel pour le suivi des politiques publiques, l'amélioration de l'attractivité économique et le renforcement du bien-être de la population. Saluant le programme Stat-Cémac, il a souligné que cette initiative traduit la volonté des États membres de bâtir un système statistique régional performant, harmo-

nisé et résilient.

De son côté, le commissaire de la Cémac chargé des politiques économiques, monétaires et financières, Nicolas Beyeme Nguema, a rappelé que cette réunion s'inscrivait dans le cadre des missions de coordination statistique confiées au Comité sous-régional de la statistique. Il a indiqué que les participants étaient appelés à valider plusieurs documents méthodologiques importants, parmi lesquels le guide rénové de l'indice harmonisé des prix à la consommation, destiné à mieux prendre en compte les nouvelles réalités économiques et les habitudes de consommation des ménages. Les travaux ont porté aussi sur un manuel pratique consacré aux statistiques d'état civil, visant à harmoniser les procédures d'enregistrement, améliorer la production des statistiques vitales et accompagner la digitalisation des systèmes d'état civil dans les pays membres.

Fiacre Kombo

AFRIQUE CENTRALE

Brazzaville abritera en juin la première conférence sur la cybersécurité

Face à la cybermenace croissante dans la sous-région, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) et le Salon international de la tech et de l'innovation technologique (Osiane) organiseront, en juin prochain à Brazzaville, la première conférence régionale des agences de cybersécurité d'Afrique centrale. Les deux structures ont paraphé, le 30 avril, un accord stratégique pour acter l'organisation conjointe de cet événement.

Les premières assises des agences de cybersécurité d'Afrique centrale se tiendront du 2 au 5 juin dans la ville capitale congolaise. Elles regrouperont les institutions spécialisées, les experts dans le domaine et les décideurs pour harmoniser les stratégies de répression, capables de contrer les cybermenaces grandissantes dans l'espace communautaire.

Ces assises permettront aussi de favoriser le partage d'expertises, de bonnes pratiques de répression de la cybermenace et d'accélérer la mise en place des mécanismes conjoints de défense numérique au sein des pays de la sous-région.

L'objectif étant de bâtir des systèmes d'information résilients, sécurisés, souverains et efficaces, capables d'as-

surer la meilleure protection des États-membres contre les attaques informatiques et numériques.

S'exprimant à cet effet, le directeur général de l'Anssi, Conrad Onésime Oboulas Tsahat, a rappelé l'intérêt de cet accord, avant d'indiquer que la cybersécurité est devenue un pilier de souveraineté pour les États.

« La cybersécurité ne saurait être une option ni un

simple enjeu technique. Elle est devenue un pilier fondamental de la souveraineté des États, de la résilience de nos institutions et de la confiance des citoyens dans les services numériques. C'est dans ce contexte que s'inscrit ce protocole d'accord, qui trouve une résonance particulière dans la 10e édition du salon Osiane, événement incontournable de l'écosystème numé-

rique de notre pays et de la sous-région », a-t-il souligné. Se réjouissant du partenariat conclu, le président de l'organisation non gouvernementale (ONG) Pratic, Luc Missidimbazi, a fait savoir que cette collaboration avec l'Anssi fera d'Osiane une référence en Afrique. « C'est un honneur d'être aux côtés de l'Anssi pour un événement qui transcende nos frontières et permettra de structurer

l'écosystème sous-régional. En nous faisant confiance pour co-organiser cette rencontre, vous offrez à Osiane l'opportunité de devenir une référence », a-t-il affirmé. Pour rappel, l'Anssi est une structure étatique qui a pour missions, entre autres, de superviser et de coordonner la cybersécurité nationale, de gérer les incidents et menaces de sécurité et de répondre aux cyberattaques.

De même, elle promeut la collaboration entre les acteurs publics et privés, protège les infrastructures numériques nationales, renforce les capacités nationales de riposte aux cyberattaques, émet des alertes en la matière.

L'ONG Pratic, pour sa part, œuvre au développement du numérique, de la technologie et de l'innovation en Afrique.

Firmin Oyé

« La cybersécurité ne saurait être une option ni un simple enjeu technique. Elle est devenue un pilier fondamental de la souveraineté des États, de la résilience de nos institutions et de la confiance des citoyens dans les services numériques. C'est dans ce contexte que s'inscrit ce protocole d'accord, qui trouve une résonance particulière dans la 10e édition du salon Osiane, événement incontournable de l'écosystème numérique de notre pays et de la sous-région »



Banque
Congolaise de
l'Habitat

TERMES DE REFERENCES (TDR) RECRUTEMENT D'UN CABINET D'AUDIT ET DE CONSEIL POUR L'ACCOMPAGNEMENT À LA CERTIFICATION ISO 27001 ET PCI-DSS

1. Contexte et justification

La Banque Congolaise de l'Habitat (BCH), Société Anonyme au capital social de 30,3M avec Conseil d'Administration, dont le Siège social est sis à Brazzaville, avenue Amilcar Cabral, immatriculée au RCCM sous le numéro 07-B-744, a été créée en novembre 2007 suivant l'arrêté N°982/MEFB-CAB du 09 mai 2008 et ouvert au public en septembre 2008.

Dans l'intérêt de structurer sa sécurité dans son ensemble, en renforçant particulièrement la confiance, la réputation, la conformité réglementaire, l'amélioration continue ainsi que les exigences techniques en matière d'infrastructure monétaire, la BCH envisage de lancer un processus de mise en conformité et l'obtention des certifications selon les normes internationales ISO 27001 (Système de Management de la Sécurité de l'Information - SMSI) et PCI-DSS (Payment Card Industry Data Security Standard).

Cette nécessité stratégique devrait permettre à la BCH de s'aligner sur les standards internationaux et de renforcer sa gouvernance globale de l'information et la sécurité spécifique des transactions monétaires.

La mise en œuvre de ces normes nécessite une approche structurée impliquant des changements organisationnels, techniques et documentaires. Pour garantir la réussite de ce projet stratégique, la Banque souhaite recruter un cabinet spécialisé chargé de l'accompagner dans la préparation et l'obtention des certifications liées ces deux normes.

2. Objectif général de la mission

L'objectif général de la mission est d'accompagner la Banque dans la mise en place d'un Système de Management de la Sécurité de l'Information (SMSI) conforme à la norme ISO 27001 et dans la mise en conformité de ses infrastructures et processus aux exigences de la norme PCI-DSS, en vue de l'obtention des certifications correspondantes.

3. Objectifs spécifiques

La mission du cabinet devra permettre notamment de :

- Réaliser un diagnostic complet de l'existant ;
- Identifier les écarts entre les pratiques actuelles de la Banque et les exigences des normes ISO 27001 et PCI-DSS ;
- Élaborer une feuille de route détaillée pour la mise en conformité ;
- Mettre en place un Système de Management de la Sécurité de l'Information ;
- Élaborer et formaliser l'ensemble de la documentation exigée par les normes ;
- Renforcer les dispositifs de gestion des risques liés à la sécurité de l'information ;
- Former et sensibiliser les collaborateurs de la Banque ;
- Réaliser des audits internes de conformité ;
- Préparer la Banque aux audits de certification.

4. Portée de la mission

La mission couvrira l'ensemble des activités, processus et infrastructures entrant dans le périmètre de certification défini par la Banque.

Elle inclura notamment :

- Les systèmes d'information ;
- Les infrastructures informatiques ;
- Les processus métiers critiques ;
- Les systèmes de traitement des transactions par cartes ;
- Les dispositifs de sécurité logique et physique ;

• Les procédures opérationnelles et organisationnelles.

5. Description détaillée des prestations

Le cabinet retenu devra réaliser les activités suivantes :

5.1. Diagnostic initial (Gap Analysis)

Le cabinet procédera à une analyse approfondie de la situation actuelle de la Banque afin d'identifier les écarts par rapport aux exigences des normes ISO 27001 et PCI-DSS.

Cette phase inclura :

- l'analyse documentaire ;
 - les entretiens avec les responsables métiers et informatiques ;
 - l'évaluation des dispositifs de sécurité existants.
- Un rapport de diagnostic détaillé devra être produit.

5.2. Mise en place du SMSI

Le cabinet assistera la Banque dans la conception et la mise en œuvre du SMSI comprenant notamment :

- la validation / recadrage du périmètre du SMSI ;
- l'identification des actifs informationnels ;
- l'analyse et le traitement des risques ;
- la définition des politiques et procédures de sécurité.

5.3. Mise en conformité PCI-DSS

Le cabinet accompagnera la Banque dans :

- l'identification du périmètre des données cartes ;
- l'analyse des flux de données ;
- la sécurisation des systèmes manipulant les données cartes ;
- la mise en œuvre des contrôles requis par PCI-DSS.

5.4. Élaboration de la documentation

Le cabinet devra accompagner la Banque dans l'élaboration des documents suivants :

- Politique de sécurité de l'information ;
- Politique de gestion des accès ;
- Procédures de gestion des incidents ;
- Plan de continuité d'activité ;
- Plan de reprise informatique ;
- Politique de gestion des risques ;
- Procédures de gestion des actifs.

5.5. Formation et sensibilisation

Le cabinet devra organiser des sessions de formation et de sensibilisation à destination :

- du comité de pilotage ;
- des équipes informatiques ;
- des responsables métiers ;
- de l'ensemble du personnel.

5.6. Audits internes

Le cabinet réalisera des audits internes de conformité afin de :

- S'assurer de la mise en œuvre des exigences ;
- identifier les non-conformités ;
- proposer des actions correctives.

5.7. Préparation à la certification

Le cabinet assistera la Banque dans :

- la préparation à l'audit de certification ;
- l'organisation d'un pré-audit ;
- l'accompagnement lors de l'audit officiel.

6. Livrables attendus

Les livrables attendus dans le cadre de cette mission incluent notamment :

- Rapport de diagnostic initial ;
- Plan de mise en conformité ;
- Politique de sécurité de l'information ;
- Cartographie des actifs informationnels ;

- Registre des risques ;
- Documentation complète du SMSI ;
- Rapports d'audits internes ;
- Plan d'actions correctives ;
- Rapport de préparation à la certification.

7. Organisation et gouvernance du projet

La mission sera pilotée par un Comité de pilotage mis en place par la Direction Générale de la Banque.

Ce comité aura pour rôle :

- de valider les orientations stratégiques du projet ;
- de suivre l'avancement des travaux ;
- de faciliter la mobilisation des ressources internes ;
- de valider les livrables produits par le cabinet.

8. Profil du cabinet recherché

Le cabinet devra justifier :

- d'une expérience significative dans l'accompagnement à la certification ISO 27001 ;
- d'une expertise dans la mise en conformité PCI-DSS ;
- d'interventions similaires réalisées dans des institutions financières ;
- de la disponibilité d'experts certifiés (ISO 27001 Lead Implementer, Lead Auditor, PCI-DSS Specialist).
- Le cabinet devra également présenter une équipe composée notamment :
 - d'un chef de mission ;
 - d'experts en sécurité des systèmes d'information ;
 - de spécialistes en conformité PCI-DSS.

9. Durée de la mission

La durée estimative de la mission est comprise entre neuf (9) et douze (12) mois, selon l'état de maturité de la Banque et l'étendue du périmètre de certification.

10. Calendrier de Sélection :

Date/Livrables attendus

Le 06 mai 2026 / Publication des TDR

Le 22 mai 2026 / Limite de réception des offres

Du 29 au 03 juin 2026 / Dépouillement et notification du cabinet attributaire puis information aux cabinets non retenus

Le 10 juin 2026 / Démarrage des travaux

11. Modalités de soumission des offres

Les cabinets intéressés devront soumettre :

1. Une offre technique comprenant :

- la compréhension de la mission ;
- la méthodologie proposée ;
- le planning d'exécution ;
- la composition de l'équipe accompagnée de leur curriculum vitae ;
- les références dans les missions similaires.

2. Une offre financière détaillée.

12. Critères d'évaluation des offres

Les offres seront évaluées sur la base des critères suivants :

- expérience du cabinet ;
- pertinence de la méthodologie proposée ;
- qualification des experts ;
- références dans le secteur bancaire ;
- coût de la prestation.

13. Confidentialité

Le cabinet retenu devra respecter strictement les obligations de confidentialité relatives aux informations, données et documents auxquels il aura accès dans le cadre de la mission.

CHINE/ETATS-UNIS

Xi Jinping s'entretient avec Donald Trump à Beijing

Le président chinois, Xi Jinping, s'est entretenu le 14 mai avec le président américain, Donald Trump, en visite en Chine, au Grand Palais du peuple à Beijing.

« La Chine et les Etats-Unis peuvent-ils surmonter le piège de Thucydide et créer un nouveau modèle de relations entre grands pays ? Pouvons-nous relever ensemble les défis mondiaux et apporter davantage de stabilité au monde ? Pouvons-nous bâtir ensemble un avenir radieux pour nos relations bilatérales, dans l'intérêt du bien-être de nos deux peuples et de l'avenir de l'humanité ? Ce sont là des questions cruciales pour l'histoire, pour le monde et pour les peuples », a indiqué le président Xi.

Ce sont les questions de notre époque auxquelles les dirigeants des grands pays doivent répondre ensemble, a-t-il ajouté.

« Je me réjouis de travailler avec vous pour tracer la route et diriger le grand navire des relations sino-américaines, afin de faire de 2026 une année historique et emblématique qui ouvre un nouveau chapitre dans les relations sino-américaines », a affirmé Xi Jinping. Il a déclaré : « Je me suis mis d'accord avec le président Trump sur une nouvelle vision visant à établir une relation constructive de stabilité stratégique entre la Chine et les Etats-Unis ».

Cette nouvelle vision servira de ligne directrice stratégique pour les relations bilatérales au cours des trois prochaines années et au-delà, et doit être saluée par les peuples des deux pays ainsi que par la communauté internationale, a-t-il poursuivi.

La « stabilité stratégique constructive » doit être une stabilité positive fondée principalement sur la coopération, une stabilité saine caracté-



Xi Jinping et Donald Trump/Xinhua

térisée par une concurrence modérée, une stabilité constante où les divergences restent maîtrisables, et une stabilité durable porteuse de promesses de paix, selon Xi.

L'édification d'une relation constructive de stabilité stratégique entre la Chine et les Etats-Unis ne doit pas se limiter à un simple slogan, mais doit se traduire par des actions concrètes menées par les deux parties en vue d'un objectif commun, a-t-il précisé.

Les relations économiques entre la Chine et les Etats-Unis sont mutuellement bénéfiques et de nature gagnant-gagnant, a assuré Xi. « En cas de désaccords ou de frictions, une consultation sur un pied d'égalité est le seul bon choix », a-t-il précisé, soulignant, par ailleurs, que les équipes économiques et commerciales des deux pays avaient abouti à des « résultats globalement équilibrés et positifs »

lors du dernier cycle de négociations commerciales bilatérales.

« C'est une bonne nouvelle pour les peuples des deux pays et pour le monde entier », a-t-il indiqué, appelant les deux parties à maintenir la dynamique positive chèrement acquise.

Notant que la Chine ne fera qu'ouvrir davantage ses portes, Xi Jinping a déclaré que les entreprises américaines étaient profondément impliquées dans la réforme et l'ouverture de la Chine, et que la partie américaine était la bienvenue pour renforcer une coopération mutuellement bénéfique.

« Les deux parties doivent mettre en œuvre l'important consensus auquel nous sommes parvenus et utiliser davantage les canaux de communication dans les domaines politique et diplomatique et entre les armées », selon le président chinois.

Il a ajouté que les deux pays devaient également élargir leurs échanges et leur coopération dans des domaines tels que l'économie et le commerce, la santé, l'agriculture, le tourisme, les relations entre les peuples et l'application de la loi. Concernant la question de Taiwan, Xi Jinping a souligné qu'il s'agissait du sujet le plus important dans les relations sino-américaines.

Si celle-ci est gérée correctement, les relations bilatérales bénéficieront d'une stabilité générale. Dans le cas contraire, les deux pays connaîtront des heurts, voire des conflits, ce qui mettra gravement en péril l'ensemble de leurs relations, a-t-il indiqué, exhortant la partie américaine à faire preuve d'une prudence accrue dans le traitement de la question de Taiwan.

La sauvegarde de la paix et de la stabilité à travers le détroit de Taiwan constitue le plus grand

dénominateur commun entre la Chine et les Etats-Unis, a noté Xi, soulignant que « l'indépendance de Taiwan » et la paix dans le détroit de Taiwan étaient aussi inconciliables que le feu et l'eau.

Donald Trump, pour sa part, a fait savoir que c'était un immense honneur d'effectuer une visite d'Etat en Chine, qualifiant Xi Jinping de grand dirigeant et la Chine de grand pays. « J'ai un immense respect pour le président Xi et le peuple chinois », a laissé entendre Trump.

Il s'est dit prêt à travailler avec son homologue chinois pour renforcer la communication et la coopération, gérer de manière appropriée les divergences, rendre les relations bilatérales meilleures que jamais et se tourner vers un avenir fantastique.

Les Etats-Unis et la Chine sont les pays les plus importants et les plus puissants du monde, et les deux présidents peuvent « accomplir de grandes et bonnes choses pour les deux pays et pour le monde », a-t-il déclaré.

Le président américain a encouragé les représentants des milieux d'affaires de son pays à élargir leur coopération avec la Chine.

Les deux présidents ont échangé leurs points de vue sur des questions internationales et régionales majeures, telles que la situation au Moyen-Orient, la crise ukrainienne et la péninsule coréenne. Ils ont également convenu de se soutenir mutuellement pour assurer le succès de la réunion des dirigeants économiques de l'Apec et du sommet du G20 cette année.

Xinhua

SOMMET AFRIQUE-FRANCE

Emmanuel Macron annonce 23 milliards d'euros d'investissements

Le président français, Emmanuel Macron, a annoncé, le 11 mai à Nairobi, au Kenya, 23 milliards d'euros d'investissements en faveur de l'Afrique lors du sommet Africa Forward.

Selon l'Élysée, 14 milliards proviennent d'acteurs français publics et privés, et 9 milliards d'investisseurs africains. Ces 14 milliards d'euros comprennent des investissements d'acteurs privés, notamment des entreprises, mais aussi des fondations et fonds d'investissement, et des projets portés par les opérateurs publics de l'aide au développement: l'Agence française de développement, Proparco et la Direction générale du Trésor. Ces montants couvrent tous types d'instruments financiers, des prêts aux subventions, en passant par les prises de participation. Les 9 milliards restants viennent d'investisseurs africains.

Les secteurs prioritaires identifiés par l'Élysée sont la transition énergétique (4,3 milliards d'euros), le numérique et l'intelligence artificielle (3,76 milliards), « l'économie bleue » (3,3 milliards) et l'agriculture (1 milliard). La santé bénéficie, quant à elle, de 942

millions d'euros d'engagements, l'industrialisation de 300 millions et enfin le secteur bancaire et financier de 250 millions. « Le tout va créer plus de 250 000 emplois directs en France et en Afrique », a promis le président français.

Parmi les annonces concrètes, le groupe maritime français CMA-CGM a confirmé un investissement de 700 millions d'euros pour moderniser un terminal du port kenyan de Mombasa.

« Un combat commun » face aux Etats-Unis et à la Chine

Lors d'une table ronde sur la technologie et l'intelligence artificielle, le président français a développé un argumentaire géopolitique. « Beaucoup de solutions sont fabriquées aux Etats-Unis ou en Chine. Je pense que nous avons un combat commun : construire notre autonomie stratégique pour l'Europe et l'Afrique. Et



si nous la construisons ensemble, nous serons bien plus forts », a déclaré Emmanuel Macron.

En outre, il a plaidé pour un « changement de logique » dans la relation franco-africaine et a également soutenu

que l'Afrique avait « besoin d'investissements » plutôt que d'aide publique, que « l'Europe n'est de toute manière plus en mesure de lui fournir en abondance ».

Le président kenyan, William Ruto, a

formulé des attentes précises. « Nous voulons une architecture financière internationale fonctionnelle, représentative et équitable, qui reconnaisse nos opportunités et qui ne juge pas injustement les économies africaines », a-t-il dit. Le chef de l'Etat kenyan participera, d'ailleurs, au prochain sommet du G7, prévu à Évian-les-Bains, à l'invitation de la France. Il a prévu d'y plaider pour un meilleur accès du continent au crédit international.

Notons qu'organisé les 11 et 12 mai à Nairobi, le sommet Africa Forward est le premier du genre tenu dans un pays anglophone. Plus de trente chefs d'Etat et de gouvernement africains y ont participé aux côtés de dirigeants de grandes entreprises françaises, dont TotalEnergies et Orange, ainsi que d'Aliko Dangote, l'homme le plus riche d'Afrique.

Yvette Reine Boro Nzaba



MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT PRÉSCOLAIRE, PRIMAIRE, SECONDAIRE ET DE L'ALPHABÉTISATION
PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION POUR DE MEILLEURS RÉSULTATS
PROGRAMME TRESOR
UNITÉ DE GESTION DU PROJET



AVIS DE DEMANDE DE COTATIONS N°005/MEPPSA/TRESOR-UGP/26
Acquisition du matériel et consommables informatiques en lot unique pour le Programme TRESOR

1. La République du Congo a obtenu de la Banque mondiale, un financement de 94, 625 millions USD pour le Programme de Transformation du Secteur de l'Éducation pour de Meilleurs Résultats (TRESOR en anglais) et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce prêt pour effectuer les paiements au titre du contrat relatif à l'acquisition du matériel et consommables informatiques en lot unique pour le Programme TRESOR.
2. La procédure de passation de marchés sera conduite selon la procédure de demande de cotations telle que prévue au point 5 de l'ANNEXE XII du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement » de la Banque mondiale de Juillet 2016 Révisions Novembre 2017, Août 2018, Novembre 2020, Septembre 2023, Février 2025 et Septembre 2025 ».
3. Les soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir toutes les informations auprès de l'Unité de Gestion du Programme TRESOR, du lundi au vendredi entre 8h00 et 16h00.
4. Aucune garantie de soumission n'est exigée. En outre, les soumissionnaires devront joindre à leurs offres, les pièces administratives suivantes en cours de validité : • Leur dossier fiscal à jour ; • Leur numéro d'Identification Unique (NIU) ; • Le Registre du commerce et de crédit mobilier (RCCM) ; • Un certificat de non-faillite.
5. Le dossier de demande de cotations en français peut être obtenu gratuitement par les candidats intéressés en envoyant une demande à l'adresse électronique suivante : ugptresorcpm@gmail.com
6. Les offres resteront valables pendant soixante jours (60) jours à compter de la date limite de dépôt des offres. La livraison des fournitures se fera au siège de l'Unité de Gestion du Programme TRESOR ;

Le délai de livraison sera de trente (30) jours calendaires à compter de la signature de la lettre de marché.

7. Le Programme TRESOR se réserve le droit d'accepter, de rejeter toutes les offres ou d'annuler la procédure de demande de cotations à tout moment avant l'attribution du marché.

8. Les offres sous plis fermé portant la mention « Demande de cotation N°005/MEPPSA/TRESOR-UGP/CF/F/2026 relative à l'acquisition du matériel et consommables informatiques en lot unique pour le Programme TRESOR », devront être déposées au Secrétariat de l'Unité de Gestion du Programme TRESOR sise à l'adresse indiquée ci-dessous au plus tard le 29 mai 2026 à 14 h00 en un (1) original et trois (03) copies, plus la version électronique.

L'ouverture aura lieu le jour même dans les locaux de l'Unité de Gestion du Programme TRESOR à partir de 14h30 minutes en présence des soumissionnaires qui souhaiteront y assister.

La soumission des offres par voie électronique « ne sera pas » autorisée. Les offres remises en retard (hors délai) ne seront pas acceptées.

L'adresse dont il est question est la suivante : Unité de Gestion du Programme TRESOR sise derrière l'ambassade des USA, siège de l'ex projet CAB, Brazzaville, Téléphone : (+242) 06 903 06 94 / 06 951 36 62 ; Adresse électronique : ugptresorcpm@gmail.com

Fait à Brazzaville, le
Le Coordonnateur,
Arsène Harold BOUCKITA

AVIS DE DEMANDE DE COTATION N°004/MEPPSA/TRESOR-UGP/26
Acquisition du mobilier de bureau et rangement pour le Programme TRESOR

1. La République du Congo a obtenu de la Banque mondiale, un financement de 94, 625 millions USD pour le Programme de Transformation du Secteur de l'Éducation pour de Meilleurs Résultats (TRESOR en anglais) et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce prêt pour effectuer les paiements au titre du contrat relatif à l'acquisition du mobilier de son bureau et rangement.
2. La procédure de passation de marchés sera conduite selon la procédure de demande de cotations telle que prévue au point 5 de l'ANNEXE XII du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement » de la Banque mondiale de Juillet 2016 Révisions Novembre 2017, Août 2018, Novembre 2020, Septembre 2023, Février 2025 et Septembre 2025 ».
3. Les soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir toutes les informations auprès de l'Unité de Gestion du Programme TRESOR, du lundi au vendredi entre 8h00 et 16h00.
4. Aucune garantie de soumission n'est exigée. En outre, les soumissionnaires devront joindre à leurs offres, les pièces administratives suivantes en cours de validité : • Leur dossier fiscal à jour ; • Leur numéro d'Identification Unique (NIU) ; • Le Registre du commerce et de crédit mobilier (RCCM) ; • Un certificat de non-faillite.
5. Le dossier de demande de cotations en français peut être obtenu gratuitement par les candidats intéressés en envoyant une demande à l'adresse électronique suivante : ugptresorcpm@gmail.com
6. Les offres resteront valables pendant soixante jours (60) jours à compter de la date limite de dépôt des offres. La livraison des fournitures se fera au siège de l'Unité de Gestion du Programme TRESOR ;

Le délai de livraison sera de trente (30) jours calendaires à compter de la signature de la lettre de marché.

7. Le Programme TRESOR se réserve le droit d'accepter, de rejeter toutes les offres ou d'annuler la procédure de demande de cotations à tout moment avant l'attribution du marché.

8. Les offres sous plis fermé portant la mention « Demande de cotation N°004/MEPPSA/TRESOR-UGP/CF/F/2026 relative à l'acquisition du mobilier de bureau Programme TRESOR », devront être déposées au Secrétariat de l'Unité de Gestion du Programme TRESOR sise à l'adresse indiquée ci-dessous au plus tard le 29 mai 2026 à 14 h00 en un (1) original et trois (03) copies, plus la version électronique.

L'ouverture des plis aura lieu le jour même dans les locaux de l'Unité de Gestion du Programme TRESOR à partir de 14h30 minutes en présence des soumissionnaires qui souhaiteront y assister.

La soumission des offres par voie électronique « ne sera pas » autorisée. Les offres remises en retard (hors délai) ne seront pas acceptées.

L'adresse dont il est question est la suivante : Unité de Gestion du Programme TRESOR sise rue Isaac LOCKO derrière l'ambassade des USA, Brazzaville, Téléphone : (+242) 06 650 52 13 / 06 951 36 62 ; Adresse électronique : ugptresorcpm@gmail.com

Fait à Brazzaville, le
Le Coordonnateur,

Arsène Harold BOUCKITA

THÈSE DE DOCTORAT

L'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique

L'impétrant Junior Aristide Keze-Kouvoungbo a brillamment soutenu, le 9 mai à Brazzaville, sa thèse de doctorat en sciences économiques à l'Université Marien-Ngouabi. À travers cette recherche consacrée à l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique en République centrafricaine (RCA), le désormais docteur met en évidence les fragilités structurelles d'une croissance essentiellement soutenue par les ressources naturelles et les appuis extérieurs, au détriment d'institutions véritablement solides et performantes.

Junior Keze-Kouvoungbo a défendu un travail de recherche portant sur le thème « L'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique : cas de la République centrafricaine ». Réalisée au Laboratoire de recherche d'économie et de management (LEM), cette thèse a été dirigée par Antoine Ngakosso, professeur titulaire agrégé de l'Université Marien-Ngouabi. Le jury était présidé par Pierre-Alexandre Kopp, professeur émérite à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il comprenait également François Facchini, professeur des universités à Paris 1 Panthéon-Sorbonne (Examineur); Idris Fransmel Okombi, maître de conférences agrégé à l'Université Marien-Ngouabi; et Giscard Assoumou Ella, maître de conférences agrégé à l'Université Omar-Bongo de Libreville. À l'issue de la soutenance, le jury lui a décerné le grade de docteur en sciences économiques avec la mention « Très honorable ».

Le désormais docteur a présenté les principaux résultats de ses recherches, menées sur la période allant de 2002 à 2019. Selon lui, la RCA demeure confrontée à une croissance économique « non durable » et « sous-optimale », en rai-

son notamment de la faiblesse de ses institutions. « *La croissance observée en RCA n'est pas expliquée par la qualité des institutions, mais par d'autres facteurs comme les ressources naturelles, l'aide publique au développement ou encore les investissements étrangers. Structurellement, ce n'est pas une croissance durable* », a-t-il expliqué devant le jury.

L'étude s'appuie sur les théories institutionnalistes développées précisément par Douglass North et Acemoglu & Robinson, selon lesquelles la qualité des institutions constitue un facteur fondamental du développement économique. Pourtant, la RCA présente une situation paradoxale : malgré des institutions jugées faibles, le pays a enregistré un taux de croissance annuel moyen positif de 0,35 % entre 2002 et 2019. Pour analyser cette contradiction, le chercheur a adopté une méthodologie combinant deux approches économétriques : un modèle SVAR pour mesurer les dynamiques de court terme et les effets des chocs économiques, ainsi qu'un modèle ARDL destiné à identifier les relations de long terme entre qualité institutionnelle et croissance économique.



L'impétrant défendant sa thèse devant le jury Adiac

Des solutions à long terme

Les résultats de la recherche révèlent un impact globalement négatif et significatif des institutions sur la croissance économique en RCA. Toutefois, la stabilité politique apparaît comme un facteur favorable à long terme, contrairement à l'efficacité gouvernementale qui produit, selon les analyses, des effets contre-productifs dans un contexte d'institutions dites « extractives ». L'impétrant estime également que les investissements physiques ne constituent pas le principal canal par lequel les institutions influencent

la croissance économique. À long terme, seules certaines variables, telles que la stabilité politique, l'aide publique au développement et les investissements directs étrangers contribuent positivement à la croissance.

Pour expliquer cette situation, le nouveau docteur évoque l'existence d'une « trappe institutionnelle » dans laquelle la RCA reste enfermée. Les mécanismes de gouvernance actuels favorisent davantage les logiques de rente et de prédation que le développement économique durable. « *Dans un contexte mar-*

qué par des institutions extractives, une administration plus efficace peut devenir plus performante dans l'extraction des rentes plutôt que dans le service à la population », a-t-il soutenu.

Junior Aristide Keze-Kouvoungbo préconise enfin une rupture profonde dans la gouvernance centrafricaine. Il appelle à renforcer la paix, lutter contre la corruption et recentrer l'action publique sur l'intérêt général afin de permettre au pays de sortir du cercle vicieux de la fragilité institutionnelle.

Fiacre Kombo

LITTÉRATURE

Sauve-Gérard Ngoma M. échange avec les étudiants sur ses ouvrages

Devant des étudiants de master venus de la Faculté des lettres, arts et sciences humaines ainsi que de l'École normale supérieure de l'Université Marien-Ngouabi, l'écrivain congolais, Sauve-Gérard Ngoma Malanda, a partagé, le 13 mai à Brazzaville, son parcours, ses inspirations et les grandes thématiques de trois de ses ouvrages mêlant poésie et nouvelles. Un échange littéraire vivant ponctué de lectures d'extraits, de réflexions sur la société et de confidences sur le métier d'écrivain.

À l'initiative du Pr Rony Dévyllers Yala Kouandzi, la rencontre s'inscrivait dans le cadre d'un séminaire consacré au champ littéraire africain. Pour l'enseignant, l'objectif était clair : rapprocher les étudiants des auteurs contemporains afin de renforcer leur compréhension des œuvres. « *C'est un devoir pour nous d'aider les apprenants à approfondir leur expérience de lecture en ayant des contacts avec les écrivains, parce qu'ils sont vivants. On peut les rencontrer, échanger avec eux et mieux comprendre leurs ouvrages* », a-t-il expliqué.

Présenté comme un écrivain de la jeune génération littéraire congolaise, Sauve-Gérard Ngoma Malanda s'est fait connaître très tôt, publiant son



Pr Rony Dévyllers Yala et l'écrivain Sauve-Gérard Ngoma Malanda/Adiac

premier poème dans le journal La Semaine Africaine alors qu'il était encore étudiant. Depuis, il a construit une œuvre attentive aux réalités sociales, aux contradictions humaines et aux bouleversements du quotidien.

Le premier ouvrage au centre

des échanges, Rêves sur cendres, publié en 2011 aux Editions L'Harmattan, plonge le lecteur dans un univers où se croisent désespoir et espérance sur fond de guerre civile et de quête de paix. À travers une poésie dense et intime, l'auteur explore les blessures

humaines et le rêve d'une renaissance.

Publié en 2015 aux Editions Ndzé, Danse des silhouettes propose, quant à lui, une traversée poétique entre ombres et lumières. Dans ce recueil, les « silhouettes » imaginées par l'auteur évoluent dans une chorégraphie intérieure faite de doutes, de désillusions mais aussi de promesses d'avenir. Enfin, son premier recueil de nouvelles, Même les nuits denses ont leur lumière, paru en 2018 chez L'Harmattan, aborde des sujets profondément ancrés dans la société : conflits de générations, sexualité, vivre-ensemble ou encore coexistence entre morts et vivants.

Face aux étudiants, l'auteur s'est réjoui de cette initiative. « *Cela n'arrive pas tout le*

temps », a-t-il confié avant de résumer le message principal à travers sa plume. « *La vie, c'est le jour et la nuit. Il n'y a jamais un noir parfait. Même dans les moments difficiles, il existe toujours une étincelle de lumière* », a-t-il laissé entendre.

Parmi les participantes, Ariane Céleste Dao, étudiante en master à l'École normale supérieure, dit avoir été particulièrement marquée par Même les nuits denses ont leur lumière. « *Cet échange m'a permis de comprendre plusieurs aspects du ressenti de l'auteur et de voir à quel point ses histoires reflètent la réalité de notre société* », a-t-elle souligné, saluant une littérature « concrète et proche des jeunes ».

Merveille Jessica Atipo

DIASPORA

Premières rencontres scandinaves Stockholm – Helsinki

À l'initiative de la Congolo-Suédoise Marcelline Kibondzi et son équipe, une croisière battant pavillon suédois reçoit près de quarante Congolais venus de France, d'Angleterre, de Finlande, d'Allemagne, de Norvège et de Suède dans le cadre de la première édition des « Rencontres scandinaves ».

Pari réussi pour Marcelline Kibondzi. Du 8 au 10 mai, à bord du Gabriella, une manifestation culturelle s'est déroulée afin de promouvoir la culture congolaise. Pour cette initiative patriotique, si chaque participant a contribué au coût de la croisière et des billets d'avions pour la Suède pays de départ, il faut reconnaître que Marcelline Kibondzi a supporté, sur fonds propres, l'organisation de cette manifestation sans bénéficier d'une autre forme d'apport financier. Son leitmotiv, faire vivre la culture congolaise en Scandinavie en faisant sienne la citation du poète congolais Tchicaya U Tam'Si, à savoir « Vous habitez le Congo, mais moi le Congo m'habite ».

« En effet, tous à bord de ce bateau, nous sommes naturellement habités par la République du Congo malgré la distance qui nous sépare de la terre de nos ancêtres. C'est à ce titre que j'ai eu l'initiative d'organiser cet événement pour promouvoir la culture congolaise en Scandinavie... L'heure est donc arrivée, à mon sens, de tourner les regards vers la Scandinavie, une occasion pour étendre le champ d'action de la préservation de nos valeurs culturelles pour que notre pays que nous avons en partage gagne davantage », a-t-elle affirmé. Et d'ajouter : « J'ai pensé créer ainsi une opportunité à travers ces "Rencontres scandinaves" pour faire entendre la voix de la République du Congo à travers sa littérature, sa musique et son art vestimentaire qui, à mon avis, constituent des éléments essentiels de l'identité congolaise ».

L'édition inaugurale des « Rencontres scandinaves » a mis en lumière trois piliers essentiels de la



Photo de famille lors des « Rencontres scandinaves » 2026/DR

culture congolaise : l'art vestimentaire, la littérature et la musique à travers un programme inclusif conçu pour fédérer tous les participants de cette croisière inédite en mer Baltique. Trois conférences suivies de débats, animées par Jean-Aimé Dibakana, Marius Billgobenson et Gervais Loembe, ont permis aux participants de découvrir ces nouvelles plumes de la littérature congolaise.

En appui du roman "Le psychanalyste de Brazzaville" couronné à la fois du Grand Prix d'Afrique en 2023 et du Prix Orange du livre en Afrique, la même année, Jean-Aimé Dibakana, essayiste et nouvelliste, a plongé le public dans Brazzaville des années 1960 après indépendance, marquée par la violence politique.

L'assistance a découvert Marius Billgobenson, artiste musicien talentueux de jazz, installé en Suède et qui se produit souvent aux Etats-Unis d'Amérique. Il vient de publier son premier ouvrage « Melodies of resilience: harmonizing life lessons from the hear of the Congo » (« Mélodies de la résilience : har-

moniser les leçons de vie au cœur du Congo ») paru en mars 2026. Il y évoque son expérience vécue durant la guerre civile congolaise et son séjour transformateur auprès des pygmées. Bien plus qu'un simple récit de survie, c'est un guide pour transformer l'adversité en force, une vraie source d'inspiration et d'épanouissement.

Autre écrivain, Gervais Loembe, ancien délégué du préfet de région Centre Val de Loire et préfet du Loiret, auteur reconnu, a surpris et pris de court le public lors de la présentation succincte de son dernier livre « Ô Congo : terre d'inspiration », qui magnifie le Kongo, dont les richesses et la centralité ont influencé l'histoire de l'humanité.

Les débats qui ont suivi les exposés de ces trois auteurs étaient riches en enseignements. Sape et musique, deux piliers de la culture congolaise. Dans le cadre de l'élégance, marque de fabrique « Made in Congo », Marcelline Kibondzi a salué la présence et la participation de Djo Balard à cette première édition.

« À dire vrai, partout dans le monde, on reconnaît le Congolais qui traverse les frontières tout d'abord par son habillement avant qu'il ne présente son passeport. Le moteur de cette identité est bien parmi nous. La référence de l'élégance. Le modèle dans le mariage des couleurs en parlant de vêtements. Celui qui a inspiré des générations par son look unique et son charisme. J'ai cité Djo Balard, le roi de la sape », a-t-elle confié.

Dans un échange avec Bijou Sinald le MC, le roi de la Sape est revenu sur une brève histoire de ce mouvement né à Paris dans les années 1980 à la Maison des étudiants congolais dont il sera le grand défenseur dans le Paris mondain et à l'international.

Pour illustrer le volet musical, de cette croisière consacrée à la valorisation de la culture congolaise dans les pays scandinaves, quoi de plus que d'allier une légende, « une voix qui sait se lever pour bercer les cœurs et caresser la mémoire dans le sens du poil, un grand poète lorsque vous

écoutez « Nadia soleil », « Belle Amicha » ou « Eden », vous allez sans doute vous en convaincre », a esquissé Marcelline Kibondzi, la voix empreinte d'émotion pour souhaiter la bienvenue à Théo Blaise Koukou alias TBK, qui a donné un spectacle inédit, entre échanges avec le public, anecdotes et expression scénique,

Les « Rencontres scandinaves » se sont déroulées entre deux capitales, Stockholm et Helsinki, capitale finlandaise où la diaspora est représentée par Angela, a reçu un bel accueil dès la sortie du port.

Les déambulations à travers Helsinki ont permis aux participants de découvrir la cathédrale, le palais présidentiel ainsi que les lieux historiques comme le café Frazer. Le clou de cette escale était l'échange entre la diaspora finlandaise et les participants à la croisière dans l'enceinte de la bibliothèque centrale d'Helsinki. Un espace aménagé a permis à la doyenne des congolais en Finlande de présenter la diaspora et les difficultés auxquels les Congolais de Finlande sont exposés. Cet échange a eu lieu en présence d'Armand Rémy Balloud-Tabawé, ministre conseiller à l'ambassade du Congo en France qui participait à titre personnel.

Parmi les résolutions issues des rencontres scandinaves, il faut noter, un Manifeste dit de Stockholm a été signé par tous les participants. Il demande aux autorités congolaises d'instituer le « statut d'ambassadeur culturel » en faveur des « acteurs culturels congolais » qui portent, souvent seuls, « l'image du pays au niveau national et international ; dont engagement repose principalement sur des initiatives individuelles, sans cadre officiel », a confié Roch Le Prince Okouele .

Marie Alfred Ngoma

FOOTBALL

Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Angleterre, finale de la FA Cup U18

Les U18 de Manchester City soumettent leurs rivaux de United en finale de la FA Cup sur le score de 2-1. Floyd et Tyrone Samba étaient associés au milieu de terrain, le premier à droite et le second à gauche.

Floyd a ouvert le score, sur coup franc, à la 40e minute, inscrivant ainsi son 3e but du tournoi et son 24e de la saison. Son frère Tyrone (Neuf buts cette saison) a été remplacé à la 73e minute.

En championnat, les Citizens sont premiers avec quatre points d'avance sur Manchester United et restent donc en course pour le doublé.

Bulgarie, 5e journée des play-down, 1re division

Le Lokomotiv Sofia perd deux points face à Beroe (1-1). Pris de vitesse par Alarcon sur l'ouverture du score adverse, Ryan Bidounga a égalisé à la 51e minute en déviant une frappe de Dost après un corner. Son quatrième but de la saison en championnat.

A un match de la fin, le Lokomotiv Sofia conserve douze longueurs d'avance sur la zone de relégation.

Israël, 6e journée des play-down, 1re division

Le Bnei Sakhnin est corrigé à domicile par le Kyriat Shmona (0-4). L'équipe de Durel Avounou et Glid Otanga, tous deux absents, est 3e avec neuf points d'avance sur la zone rouge.

Lettonie, 12e journée, 1re division
Daugavpils s'incline à domicile face au

Riga FS (0-1). Ceti Tchibinda était titulaire face à son ancien club.

Pologne, 31e journée, 1re division

Le Gornik Zabrze prend un point à Arka (0-0). Remplaçant, Yvan Ikia Dimi est entré à la 81e minute et a été averti huit minutes plus tard.

Suisse, 37e journée, 1re division

Déjà sacré champion, Thoun termine la saison en roue libre face aux Young Boys de Berne (3-8). Titulaire, Christopher Ibayi donne l'ouverture du score à Rastoder, à la 11e minute, d'une balle en profondeur en pivot.

Averti à la 17e minute et remplacé à la 57e, l'avant-centre congolais totalise finalement quatre passes et dix buts en trente matches joués.

Rappelons que le FC Thoun, promu

l'été dernier, a survolé la Super League et remporte le premier titre de sa carrière.

Ukraine, 28e journée, 1re division

Première passe décisive dans le championnat ukrainien pour Faites-Prévu Kaya Makosso qui lance Kudrivka vers le succès 2-1 face au Rhuk Lviv. Sur une relance courte du gardien visiteur, le milieu de terrain congolais presse haut et récupère le cuir dans les pieds de Boyko et glisse le ballon à Storchous qui bat Klymenko (11e min).

Remplacé à la 75e minute avant la réduction de l'écart adverse.

Avec 25 points, Kudrivka est 13e et premier reléguable, avec trois points de retard sur Obolon.

Camille Delourme

FOOTBALL

Hugues Ngouélondélé évalue les progrès de l'Académie Alima

Le ministre des Sports, de la Jeunesse et de l'Éducation civique s'est rendu à Oyo, dans le département de la Cuvette, pour faire le point sur l'évolution de l'Académie Alima. Ce déplacement marque une étape importante dans la stratégie de formation de l'élite footballistique congolaise, selon les membres de la délégation ministérielle.

Deux ans seulement après son lancement, le temple sportif de genre nouveau s'impose comme le fer de lance de la formation de l'élite congolaise. Située à 425 kilomètres au Nord de Brazzaville, l'Académie Alima s'est métamorphosée en un temps record. Le ministre a pu constater une évolution qui semble devancer les prévisions initiales, marquée par des infrastructures désormais calibrées aux standards internationaux.

L'architecture du complexe sportif d'Oyo s'est enrichie d'un nouvel édifice de deux niveaux. Ce bâtiment moderne, qui jouxte les terrains de football, associe désormais confort, esthétique et fonctionnalité, confirmant l'ambition d'offrir un cadre professionnel aux futurs champions. Face aux jeunes pensionnaires de la promotion pilote, tous vêtus de bleu, Hugues Ngouélondélé a salué une progression spectaculaire portée par l'agilité et le professionna-



Les pensionnaires de l'Académie Alima posant avec les officiels /DR

lisme. Pour le ministre, cette structure ne se contente pas de former des joueurs, elle prépare une élite capable de relever de grands défis grâce à un engagement et une discipline sans faille.

L'optimisme est de mise pour la relève sportive du Congo, tant les résultats enregistrés en deux ans témoignent de la réussite de ce projet audacieux intégrant réformes structurelles et formation de qualité.

Preuve de la dynamique d'excellence recherchée, une délégation de vingt-quatre pensionnaires (Sur les quarante-quatre que compte l'établissement) partira pour la France dans la nuit du 17 au 18 mai. Ce déplacement a pour but de confronter les jeunes talents congolais aux centres de formation européens, avec notamment des matches prévus contre les U14 du Paris Saint-Germain et d'autres clubs de référence.

Rude Ngoma

FORMATION

La Fécoclose-Da renforce les capacités des dirigeants

Le département de la formation de la Fédération congolaise de close combat et disciplines associées (Fécoclose-Da) a franchi une nouvelle étape dans sa quête de professionnalisation. Le 10 mai, le Centre de formation Gothia-Mfilou a accueilli une session de formation intensive destinée aux cadres techniques et administratifs du milieu sportif.



Une vue des participants /Adiac

Sous l'impulsion de la Direction technique nationale (DTN), deux thématiques centrales ont été développées : la structuration et le fonctionnement du bureau exécutif Fédéral, ainsi que les missions stratégiques de la DTN. L'animation de la formation a été confiée à des experts, notamment Né Bunda Ndjoko Navi, directeur technique national de la boxe des pharaons, et Roland Francis Mahoungou, directeur technique national de la Fécoclose-Da. Ensemble, ils ont détaillé les rouages administratifs nécessaires à une gouvernance sportive moderne, en parfaite adéquation avec les orientations du ministère des Sports pour la saison 2025-2026.

La formation a eu un caractère inclusif, réunissant les présidents de plusieurs fédérations sœurs, notamment la boxe des pharaons, le tonfa, le kyok sul, la lutte traditionnelle et le long phai kung-fu. Cette forte mobilisation témoigne de la vitalité et de la solidarité entre les disciplines de combat au Congo.

La Fécoclose-Da ne compte pas s'arrêter là. La DTN a d'ores et déjà annoncé que cette caravane de formation s'étendra prochainement à d'autres départements du pays, afin de garantir une montée en compétences homogène sur toute l'étendue du territoire national.

R.Ng.

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Koufouta Nzaba Fridolin Pradel.

Je désire désormais être appelé Mokoto Nzaba Fridolin Pradel.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (3) mois.

ELIMINATOIRES CAN 2027

Le Congo dans l'attente de ses futurs adversaires

Les Diables rouges seront fixés sur leur destin le 19 mai, à l'issue du tirage au sort des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2027 qui se jouera du 19 juin au 17 juillet au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda, selon le calendrier dévoilé par la Confédération africaine de football (CAF).



Le tirage au sort permettra de répartir les quarante-huit équipes en lice en douze groupes de quatre sélections. Les deux premiers de chaque poule accéderont à la phase finale. Une disposition particulière est prévue pour les groupes comprenant l'un des pays hôtes.

La campagne des qualifications commencera le 21 septembre prochain pour s'achever le 30 mars 2027. Les deux premières journées se dérouleront entre le 21 septembre et le 6 octobre. Les troisième et quatrième journées auront

lieu du 9 au 17 novembre et les deux dernières se disputent du 22 au 30 mars 2027.

Les Diables rouges n'ont plus disputé une phase finale de la CAN depuis 2015, année au cours de laquelle ils avaient atteint les quarts de finale en Guinée équatoriale. Le onze national abordera cette campagne dans des circonstances très particulières à cause de la crise que traverse le football congolais.

Au niveau national, le championnat ne se joue plus depuis deux ans suite à la fermeture des stades. C'est un handicap

pour les joueurs locaux. Il faut donc bâtir une ossature en s'appuyant sur les joueurs de la diaspora. Mais avec quel sélectionneur puisque l'identité du prochain n'est pas connue? Il faut agir vite car le temps presse. Avec plus de dix ans sans jouer la CAN, le Congo n'héritera pas d'un tirage au sort abordable. Lors de leur dernière campagne, les Diables rouges avaient un médiocre bilan de quatre défaites contre une victoire et un match nul après la sixième journée.

James Golden Eloué

MINDOULI

Une journée du sport inter-scolaire au service du vivre-ensemble

Le chef de département du sport du collège de Mindouli, Herbach Bakabadio, a converti la journée du 14 mai, initialement consacrée à la fête de l'ascension, en une journée sportive. Il a organisé diverses compétitions de football, de handball et de nzango entre établissements scolaires.

Aux premières heures de la matinée, à l'initiative de Herbach Bakabadio, professeur d'éducation physique et sportive, le stade de Mindouli a constitué le point de ralliement d'un millier d'élèves et de professeurs, tous vêtus de la tenue de sport de leur établissement. L'initiateur avait retenu cette date en vue de faire vivre à nouveau aux élèves et professeurs une journée sportive à l'identique de celle du 1er mai, au cours de laquelle collégiens, lycéens et professeurs s'étaient déjà confrontés lors de disciplines sportives.

Renouveler ce moment sportif collectif quelques jours plus tard avait pour objectif de former des citoyens «mindouliens» lucides, autonomes, physiquement et socialement éduqués, dans le souci du vivre-ensemble, en créant



Equipe organisatrice de la journée sportive du 14 mai 2026 à Mindouli/DR

des ponts, en même temps qu'en brisant les barrières, et également aussi de permettre la détection de jeunes sportifs prometteurs en herbe.

Ravi de voir tous ces jeunes réunis en compétition saine, Herbach Bakabadio a dressé un mini-bilan à la

mi-journée. « Ici, comme vous pouvez le constater, ce millier de jeunes vient de différents établissements. Ils livrent le meilleur d'eux-mêmes. Ils ont le sport en tant que langage universel. Ils sont ensemble. Le sport devient un puissant catalyseur de transformation ci-



Expression de joie de participants aux épreuves de la Journée sportive à Mindouli/DR

toyenne. Il les relie. Aucune place n'est faite pour se livrer à l'oisiveté et ils n'aspirent qu'à promouvoir la culture de la paix », a-t-il expliqué, rappelant au passage que Mindouli est une ville de la pratique du sport ayant déjà mené jusqu'à produire des champions.

Mindouli, c'est effectivement des noms de footballeurs tels que Massamba Mam's ; Joseph Mounoundzi, surnommé « Papa tranquille » ; le champion d'Afrique « Yaoundé 1972 », Jonas Bahamboula Mbemba dit Tostao.

Marie Alfred Ngoma

COMMUNIQUÉ

Activez le mode Game On et remportez des prix fabuleux avec 1xBet !

Du 1^{er} avril au 31 mai, pariez sur les événements sportifs les plus populaires et bénéficiez d'un cashback garanti jusqu'à 20 %, ainsi que d'une chance unique de rafler un iPhone 16, des prix en cash exceptionnels et des points bonus.

Vivez une expérience palpitante grâce à la nouvelle promo 1xBet: la fortune récompensera assurément votre aspiration à être toujours triomphant.

Quels sont les super prix à empocher ?

La première phase de la campagne Game On a eu lieu le 6 mai, permettant à des participants chanceux de rafler des prix en cash et des points bonus 1xBet. Mais la promotion continue, avec des récompenses encore plus importantes à la clé !

Le deuxième tirage au sort se tiendra le 3 juin. Il concernera les détenteurs de tickets promotionnels obtenus entre le 1^{er} et le 31 mai. Les prix à empocher sont :

Un smartphone iPhone 16 (1 gagnant); 285 000 XAF (2 gagnants); 114 000 XAF (3 gagnants); 57 000 XAF (4 gagnants).

Comme pour le premier tirage au sort, 15 gagnants seront tirés au sort et recevront chacun 100 points bonus de la part de 1xBet.

Comment participer à l'offre Game On ?

Pour rejoindre cette course effrénée aux prix alléchants, il vous suffit de :

Vous inscrire ou vous connecter sur le site ou dans l'application mobile 1xBet. Cliquer



sur le bouton « Participer » sur la page de la promo. Miser à partir de 570 XAF sur n'importe quel événement sportif.

Vous êtes maintenant dans le jeu et toucherez un cashback garanti chaque semaine. De plus, chaque pari vous rapportera des tickets promotionnels vous donnant droit à une participation au tirage au sort du super prix.

Conditions d'attribution du cashback hebdomadaire

L'un des principaux atouts de la promo Game

On était la garantie de prix. Peu importe l'exactitude de votre pronostic, vous aurez droit à un cashback allant jusqu'à 57 000 XAF sous forme de freebet. Le montant du bonus dépend du total de vos mises hebdomadaires :

à partir de 5700 XAF : 5 % du total des mises ; à partir de 28 500 XAF : 10 % du total des mises ; à partir de 57 000 XAF : 20 % du total des mises.

La valeur minimale d'un freebet est de 285 XAF.

Jouez avec passion et boostez votre bankroll pour récupérer le cashback maximal. C'est facile : en avril-mai, la saison de football est en plein essor, tandis que de nombreux tournois prestigieux ont lieu dans d'autres disciplines. Alors, pas de temps à perdre ! Analysez les cotes, repérez les marchés les plus intéressants et entrez dans le grand jeu.

Plus vous obtenez de tickets promotionnels, plus vous avez de chances d'emporter un super prix !

Dominez la concurrence dans la course au smartphone branché d'Apple et à de généreux gains en argent. Montrez votre passion pour le jeu et obtenez un maximum de tickets promotionnels pour augmenter vos chances de réussir.

Plus votre mise est élevée, plus vous recevrez de tickets promotionnels. Par exemple, pour une mise de 570 XAF, vous aurez 1 chance de gagner au tirage au sort, et pour une mise de 1140 XAF, 3 chances de gagner un super prix. Une mise de 171 000 XAF ou plus vous permettra de gagner jusqu'à 1 200 tickets promotionnels en une seule fois. Révélez votre talent et devenez le héros de l'excitante promotion Game On de 1xBet !

FESTILOANGO

Le royaume Loango à l'honneur

La première édition du Festiloango s'est achevée, le 13 mai, sur l'esplanade de la Chambre de commerce de la ville économique. Entre tradition séculaire et modernité numérique, l'événement parrainé par Evelyne Tchichelle a réussi son pari, celui de reconnecter la jeunesse congolaise à l'identité Vili.

L'esplanade de la Chambre de commerce a vibré au rythme des tambours et des chants ancestraux lors de l'ouverture officielle, le 12 mai, du Festiloango. Pour cette grande première, Evelyne Tchichelle, maire de la ville de Pointe-Noire et présidente du Conseil municipal et départemental, a tenu à marquer l'événement de sa présence. En parcourant les différents espaces d'exposition aux côtés des organisateurs et de la Cour royale, l'autorité municipale a salué une initiative jugée « cruciale » pour la transmission de l'identité Vili à l'heure du numérique.

La transmission au cœur du festival

L'un des points forts de cette édition a été sans nul doute la participation massive de la jeunesse. Plusieurs établissements scolaires de la place ont pris d'assaut les ateliers thématiques. Au pro-



Visite des stands Adiac

gramme, il y a eu des récits sur l'histoire du royaume de Loango,

l'initiation aux us et coutumes locaux ainsi que les rencontres avec

des artistes et artisans locaux exposant des œuvres inspirées de

l'héritage ancestral. « *Festiloango n'est pas qu'une fête, c'est un pont entre notre passé et les outils de demain* », a souligné l'un des membres de l'organisation.

Après plusieurs jours d'échanges et de découvertes, le festival a baissé le rideau le 13 mai. Pour clore cette célébration en beauté, une série de prestations artistiques a embrasé la scène principale. Danses traditionnelles, chants polyphoniques et expressions scéniques modernes se sont succédé, offrant au public un spectacle riche en couleurs et en émotions.

En réussissant à marier la sauvegarde du patrimoine et l'innovation, le Festiloango s'impose désormais comme un rendez-vous culturel incontournable pour la ville océane. Les regards se tournent déjà vers la prochaine édition pour continuer à faire rayonner la culture congolaise.

Rude Ngoma

ZÉRO DROIT DE DOUANE

La Chine et l'Afrique vers une proximité sans précédent

Sur un marché de Changsha, dans la province chinoise du Hunan, un consommateur choisit un ananas « pain de sucre » venu du Bénin, sans toujours imaginer le long périple qu'il a accompli. A des milliers de kilomètres de là, sur les hauteurs du Rwanda, des piments sèchent au soleil avant de prendre la route vers la Chine.

Les scènes d'échanges transcontinentaux pourraient bientôt se multiplier. Du 1er mai 2026 au 30 avril 2028, la Chine accordera un tarif douanier nul, sous la forme d'un taux préférentiel, à vingt pays africains ayant établi des relations diplomatiques avec elle et qui ne sont pas classés parmi les pays les moins développés. Cette décision fait suite à l'octroi par la Chine, depuis le 1^{er} décembre 2024, d'un traitement tarifaire nul sur 100% des lignes tarifaires à trente-trois pays africains les moins développés avec lesquels elle entretient des relations diplomatiques.

Une approche qui illustre la philosophie chinoise sur le développement et l'esprit des relations sino-africaines, comme l'a résumée le président Xi Jinping : « Sur la voie de la modernisation, personne, ni aucun pays, ne doit être laissé pour compte ».

Dans un contexte international marqué par la montée des barrières commerciales et des tentations protectionnistes, ces mesures annoncées par Beijing devraient donner un coup d'accélérateur aux échanges sino-africains et, au-delà, renforcer la confiance au sein du Sud global.

Xi Jinping a estimé que ces nouvelles mesures prises par la Chine au titre de l'élargissement de son ouverture de haut niveau offriraient certainement de nouvelles possibilités pour le développement de l'Afrique, ainsi que pour la poursuite conjointe du rêve de modernisation.

Pour de nombreux pays africains, cela signifie un accès direct à l'un des plus vastes marchés au monde. Les chiffres illustrent cette dynamique. En 2025, le commerce sino-africain a atteint 348 milliards de dollars, en hausse de 17,7% par rapport à 2024, un niveau record.

Les importations chinoises en provenance d'Afrique se sont élevées à 123 milliards de dollars, soit une hausse de 5,4% par rapport à l'année précédente. La tendance se confirme en 2026. Au premier trimestre, le volume des échanges a encore progressé de 23,7% par rapport à la même période de 2025, avec une hausse de 14,6% des importations chinoises.

Quand le commerce change des vies

A Allada, au Bénin, Lanmandocléon, un cultivateur d'ananas « pain de sucre », se souvient d'une époque où de bonnes récoltes pouvaient devenir une source d'inquiétude. « Autrefois, sur le marché local, nous avions du mal à écouler toute notre production. Une partie des invendus était perdue, entraînant un manque à gagner considérable », confie-t-il à Xinhua.

Depuis que l'ananas béninois a obtenu l'accès au marché chinois, la situation s'est nettement améliorée : il écoule désormais l'ensemble de sa production et a étendu ses plantations de moins d'un hectare à près de trois hectares, employant environ quatre-vingts ouvriers par hectare. A ses yeux, « le vaste marché chinois » est une réalité tangible.

Son expérience n'est pas isolée. Au Rwanda, le piment séché est autorisé à l'exportation vers la Chine depuis 2021. L'entreprise Fischer Global a ainsi vu ses surfaces cultivées s'étendre progressivement, passant de 15 à 300 hectares. « C'est la stabilité du marché qui nous a permis d'agrandir nos plantations », explique son directeur général, Herman Uwizeyimana.

Même dynamique au Kenya, où les exportations d'avocats vers la Chine ont connu une croissance rapide. D'après

Hasit Shah, directeur général de Sun-ripe, une entreprise locale spécialisée dans la culture, la transformation et l'exportation d'avocats, lorsque les avocats kényans ont fait leur entrée sur le marché chinois en 2022, les importations hebdomadaires ne représentaient que dix à vingt conteneurs. Selon les médias locaux, elles atteignent aujourd'hui cent à cent cinquante conteneurs, soit une croissance de 500% en trois ans.

Du café ougandais aux myrtilles zimbabwéennes, en passant par les noix de cajou mozambicaines ou la viande malgache, une gamme croissante de produits africains trouve désormais sa place sur le marché chinois.

De la production locale aux chaînes de valeurs mondiales

Le tarif douanier nul ne signifie pas seulement « vendre plus », mais aussi « vendre mieux ». Une illustration de cette montée en gamme, le poria, champignon utilisé depuis des siècles en médecine traditionnelle chinoise, suscite aujourd'hui un intérêt croissant. Dans le cadre d'une coopération entre Jingzhou, surnommée « capitale du poria » dans la province chinoise du Hunan, et la République du Congo, la filière se structure désormais à l'échelle intercontinentale : la Chine fournit les souches fongiques et l'appui technologique, tandis que la culture et les premières étapes de transformation sont réalisées en Afrique, avant une commercialisation en Chine et sur d'autres marchés internationaux.

Ce modèle illustre l'émergence d'une nouvelle géographie des chaînes de valeur, dans laquelle l'Afrique occupe une place plus active, au-delà du simple rôle d'exportateur de matières premières.

Implanté depuis 2019 dans le district de Loudima, au Sud du Congo, le groupe Feilin a développé cette filière avec une production annuelle atteignant aujourd'hui cinq cents tonnes. En février dernier, le groupe a signé un accord avec la société chinoise Jingzhou Guoling Technology, visant l'achat de trois mille tonnes de produits sur trois ans. Pour Judani Ngongui, directeur d'équipe de Loudima de la société nationale de valorisation des plantations forestières, la politique de tarif zéro annoncée par la Chine à l'égard de l'Afrique signifie la possibilité d'augmenter les volumes d'exportation de produits agricoles à forte valeur ajoutée vers le marché chinois.

« Dans le cas du poria, la demande sur le marché international, en particulier en Chine, peut stimuler l'expansion des superficies cultivées, encourager les investissements dans la transformation locale et améliorer les infrastructures agricoles », précise-t-il.

Une opportunité pour le développement du sud global

Alors que certains pays tendent à brandir l'arme des droits de douane, la Chine ne cesse de prendre des initiatives à contre-courant en misant sur une plus grande ouverture économique, comme en témoigne son initiative de tarif zéro en faveur de l'Afrique.

« Nous devons poursuivre d'amples consultations et apporter une contribution conjointe en vue de bénéfices partagés et nous opposer à ce que le gagnant prenne tout, de sorte à bâtir une économie mondiale ouverte où les pays en développement seront mieux intégrés à la division mondiale du travail et bénéficieront tous des acquis de la mondialisation ».

économique », avait déclaré le président Xi Jinping lors du Dialogue des dirigeants chinois et africains en août 2023.

En plus, la Chine, dans le cadre de l'élargissement constant de son ouverture de haut niveau, accorde toujours une priorité particulière à l'Afrique, a-t-il réaffirmé lors de son entretien avec le président mozambicain, Daniel Francisco Chapo, le 21 avril dernier.

Pour des observateurs internationaux, la politique chinoise de tarif zéro, qui s'articule avec d'autres dynamiques comme la Zone de libre-échange continentale africaine, contribue à soutenir des économies souvent vulnérables face aux chocs extérieurs, et au-delà, renforcer les liens économiques Sud-Sud.

« La décision du gouvernement chinois d'autoriser l'entrée des produits africains sur le marché chinois sans droits de douane arrive en temps opportun », a déclaré Mahmoud Ali Youssouf, président de la Commission de l'Union africaine, estimant qu'elle renforce la capacité de l'Afrique à faire face aux défis économiques mondiaux.

De son côté, l'universitaire sénégalais Bakary Sambé relève que, dans un contexte de montée du protectionnisme dans certaines économies développées, l'ouverture accrue du marché chinois, sans conditionnalité politique, traduit une approche pragmatique au bénéfice du développement africain.

La Chine et l'Afrique représentent ensemble plus de 2,8 milliards d'habitants. A mesure que les barrières tarifaires s'effacent, les échanges s'intensifient, les liens se resserrent, et de nouvelles trajectoires de développement se dessinent.

Xinhua

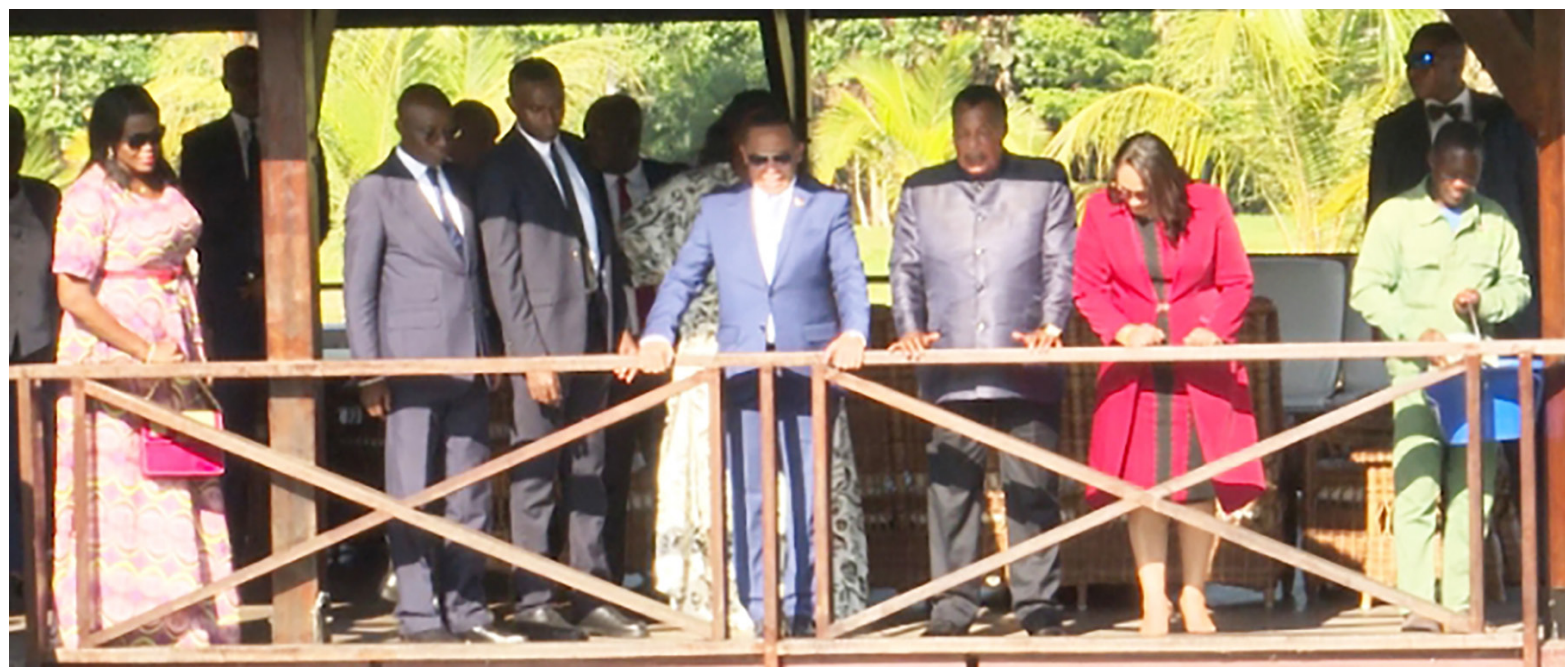
COOPÉRATION

Le président malgache découvre les installations agro-pastorales d'Oyo

En séjour de travail à Oyo, dans le département de la Cuvette, le président malgache de transition, le colonel Michael Randrianirina, a visité plusieurs infrastructures agro-pastorales, piscicoles et culturelles développées sous l'impulsion du président congolais, Denis Sassou N'Guesso. La visite a mis en lumière les initiatives économiques et patrimoniales menées dans cette partie du pays.

Après leur entretien, le chef de l'État congolais a conduit son hôte à N'Golodoua, à environ 10 km d'Oyo, afin de lui faire découvrir les activités piscicoles qu'il y développe. Sur ce site, plusieurs étangs poissonneux sont exploités dans le cadre d'un vaste programme de production halieutique destiné à renforcer la sécurité alimentaire et à promouvoir l'économie locale.

La délégation présidentielle, accompagnée notamment de membres du gouvernement congolais, a également visité le musée Kébé-Kébé, inauguré en mars 2017. Véritable espace de mémoire et de valorisation culturelle, ce site conserve des statuettes, des instruments de musique traditionnels ainsi que divers objets rituels. Le musée a pour vocation de promouvoir la danse initiatique Kébé-Kébé, pratiquée dans les départements de la Cuvette, de



Lors de la visite des étangs poissonneux DR

la Cuvette-Ouest et de la Nkéné-Alima.

Le président malgache s'est ensuite rendu à Opokagna pour découvrir la ferme Killa le ranch, spécialisée dans l'élevage bovin. Développée sur une superficie de 1 991 hectares,

cette exploitation compte près de 1 500 têtes de bétail. Le dirigeant malgache a ainsi pu apprécier de près les réalisations pastorales entreprises dans cette partie du pays. La visite s'est achevée au village Edou, où il a parcouru les installations

de la Laiterie de l'Alima. Cette unité de transformation dispose d'une capacité de production estimée à environ 850 litres de lait par jour, illustrant les efforts engagés en faveur du développement de la filière laitière nationale.

À travers cette série de visites,

les autorités congolaises ont voulu mettre en avant les potentialités agricoles, pastorales et culturelles de la localité, dans une dynamique de coopération et de partage d'expériences avec Madagascar.

Fiacre Kombo

HYDROCARBURES

Les défis du nouveau ministre

Trois semaines après sa nomination à la tête du ministre des Hydrocarbures, Stève Simplicite Onanga a réuni, le 15 mai à Brazzaville, ses collaborateurs pour leur donner des orientations fermes. Dans sa feuille de route déclinée à cet effet, il a annoncé sept défis majeurs à relever durant sa gouvernance.

Après avoir témoigné sa gratitude au chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, pour sa nomination à la tête du département stratégique des hydrocarbures, Stève Simplicite Onanga a décliné sa feuille de route, qui se résume autour de sept défis majeurs.

Il s'agira, en premier, de faire de la donnée statistique un outil de souveraineté. Elle est un pouvoir parce que pour mieux négocier les contrats, a-t-il indiqué, le

Congo doit maîtriser ses données, ses services, ses coûts et ses projections.

A cet effet, a précisé le ministre, son département devrait renforcer la centralisation des données, la digitalisation des services et les capacités d'analyse statistique.

En termes de défis, Stève Simplicite Onanga tient aussi à faire du contenu local une priorité nationale, en faisant à ce qu'il ne soit plus considéré comme une obli-

gation administrative secondaire. Il doit plutôt devenir une politique économique, industrielle et de souveraineté nationale.

« Notre ambition est claire : faire du pétrole un moteur de développement des compétences, des entreprises et de l'emploi des Congolais. Dans cet objectif, nous devons renforcer la participation de la Société nationale des pétroles du Congo et des entreprises privées nationales dans

l'activité pétrolière et gazière.

De même, nous assurerons le transfert de compétences, la formation des Congolais ainsi que l'intégration des ingénieurs et techniciens congolais dans toute la chaîne pétrolière », a indiqué Stève Simplicite Onanga.

Pour ce faire, le ministre a appelé les investisseurs au strict respect du cadre légal et réglementaire applicable au contenu local, au suivi rigoureux des engagements

de contenu local.

Au nombre de ces défis, l'on note aussi le rétablissement de la discipline dans le suivi des projets ; le développement de la culture de performance ; la préparation de l'avenir énergétique à travers la valorisation du gaz, en faisant de lui un moteur industriel, une source d'énergie fiable et un levier de transformation économique.

Toutefois, le ministre des Hydrocarbures a fait savoir à ses collaborateurs qu'il est un homme de rigueur, mais restera ouvert à tous. Il s'est dit être fier et confiant de la qualité des cadres que regorge son ministère, lesquels l'aideront à atteindre ses objectifs.

« Je crois en la capacité des cadres du ministère des Hydrocarbures, et je connais vos compétences pour avoir travaillé avec vous en tant que directeur général des hydrocarbures. Ce ministère dispose des ingénieurs compétents, des géologues expérimentés, d'économistes de qualité et des techniciens de haut niveau », a conclu le ministre des Hydrocarbures, Stève Simplicite Onanga.

Firmin Oyé



Le ministre posant avec ses collaborateurs à l'issue de la rencontre /Adiac